

SANS AGRÉMENT DEPUIS SIX ANS

Le syndicat de la formation professionnelle saisit le BIT

L'exercice des libertés syndicales en Algérie est un sujet inépuisable et continuera d'alimenter le débat dans le milieu des travailleurs, de plus en plus lésés concernant le droit à l'expression.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Le Syndicat national des travailleurs de la formation professionnelle (SNTFP) qui, las d'attendre son agrément depuis plusieurs années, a décidé de faire valoir ses droits en introduisant un recours auprès des instances internationales.

Signataire de la convention n° 87 relative à la liberté syndicale, l'Algérie ne se gêne, en aucun cas, de faire fi de ces traités internationaux et de violer le droit d'activer de nom-

breuses organisations syndicales autonomes. Mais au-delà du fait de laisser se détériorer la situation, jusqu'à voir le département des normes internationales du travail, responsable de la liberté syndicale au BIT, s'immiscer directement dans l'agrément du SNTFP, cela ne peut que discréditer l'Algérie sur la question des droits de l'homme, sur laquelle du reste, elle est souvent interpellée par les organismes internationaux. Ce département a saisi, en

date du 1^{er} octobre 2008, le gouvernement algérien au sujet de l'agrément de ce syndicat. Mais, rien n'a été fait depuis.

Il est demandé aux syndicalistes de «patienter», alors que le dossier a été transmis au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale en bonne et due forme. Six longues années se sont écoulées sans que les autorités daignent délivrer ce document qui pourtant, n'altère guère les activités syndicales des travailleurs.

Au contraire, cette décennie 2000 a été marquée par la naissance de nombreux syndicats auto-

teurs. Ces derniers ont même été très actifs sur le terrain et ont tenté tant bien que mal de faire avancer le débat sur les libertés syndicales et les formes de revendication, notamment avec l'éclipse du syndicat historique UGTA qui, lui, est en trêve depuis 2006, suite à la signature d'un pacte économique et social avec les pouvoirs publics.

La répression et l'intimidation ont été les seules réponses qu'a toujours réservées le gouvernement aux débrayages et autres mouvements de protestations engagés par les syndicats autonomes. Faut-il rappeler, à cet effet, la grève de la faim des

enseignants contractuels en 2008, qui a duré 45 jours et, lors de laquelle le BIT a été saisi par le Snapap pour intervenir en faveur des enseignants réprimés ? Sans omettre la plainte déposée en 2005 par le même syndicat contre le gouvernement, qui a réfuté la constitution d'une confédération syndicale. Malgré le rapport accablant du BIT, la confédération n'a guère vu le jour et le comité national des libertés syndicales, qui est né à la même période, n'a jamais eu d'existence légale, à ce jour.

Tout compte fait, le gouvernement algérien ne se sent point interpellé par les

différents rapports qui le fustigent sur le recul des libertés d'expression et des droits de l'homme dans le pays.

Les revendications socioprofessionnelles n'ont jamais été autant méprisées, comme c'est le cas ces dernières années. Les syndicalistes ont été malmenés, intimidés, emprisonnés et humiliés. Malgré cette situation, ils demeurent mobilisés et maintiennent la pression sur les pouvoirs publics, surtout après le fait qu'ils ont réussi à s'imposer sur le terrain et à susciter sympathie et crédibilité au niveau de la base syndicale.

R. M.

SÉCURITÉ INFORMATIQUE

Des experts se concertent

La sécurité informatique et l'instauration d'un climat de confiance dans une société d'information ont été au centre des débats d'une conférence organisée par l'Association algérienne des technologies de l'information (Aita).

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Au cours de leurs interventions, les experts ont fait part de la nécessité de construire les fondements de la confiance.

Il a, en effet, été expliqué que la confiance est un facteur déterminant pour l'essor d'une société de l'information.

Les utilisateurs des solutions informatiques via Internet ou des réseaux particuliers doivent éprouver un sentiment de confiance à l'endroit des entités avec lesquelles ils sont appelés à se mettre en relation. Cela est valable aussi bien pour le e-gouvernement, la demande online des documents administratifs, l'échange de données professionnelles que pour le commerce électronique. Il a ainsi été expliqué que dans le domaine de l'administration électronique, la dématérialisation croissante des procédés et

les réponses à apporter aux demandes et au transfert des activités entre opérateurs économiques posent un souci d'interopérabilité entre le système d'information et l'identifiant numérique.

Ainsi, il a été souligné que l'identification numérique permet de reconnaître un utilisateur quelle que soit sa nature (citoyen professionnel, une entité organisationnelle et un module applicatif) et de l'autoriser à accéder aux services dans des conditions de sécurité et de légitimité adaptées pour garantir la confidentialité des données personnelles, avec, en outre, la possibilité de remonter les informations à travers une système de traçabilité.

Autoriser un usager à utiliser des fonctionnalités hébergées dans un autre organisme que le sien nécessite le respect d'un



Le risque d'attaque informatique est une menace réelle.

cadre réglementaire qu'il convient de mettre en place dans un pays qui s'ouvre aux nouvelles technologies de l'information et de la communication comme l'Algérie.

A ce propos, il a été affirmé que les pouvoirs publics en Algérie ont affiché leur volonté à aller de l'avant pour une meilleure

ouverture des prestations de services garanties par l'informatique via Internet. C'est notamment le cas du e-gouvernement, le e-commerce, le e-learning.

Les débats ont essentiellement été axés sur ces aspects où les experts de tous bords ont pu exprimer leurs visions à ce propos.

N. M.

M. Idri Idir, responsable d'une entreprise spécialisée dans les réseaux informatiques

Quelle est la conduite à tenir afin de protéger son réseau des attaques informatiques ?

Il y a d'abord la politique de sécurité informatique interne. Celle-ci dépend de la nature de l'organisme concerné (banque, administration, PME, ect.). Cela implique un investissement en des outils appropriés qui permettent de dresser un rempart contre les risques d'attaque.

Donnez-vous des consignes aux employés ?

Bien sûr, des règles de base s'imposent, comme ne pas

laisser les mots de passe sous les claviers par exemple et la limitation des accès aux sites qui, potentiellement, présentent un risque.

Comment voyez-vous l'avenir du e-commerce et du e-gouvernement en Algérie ?

Très prometteur. Les pouvoirs publics affichent une grande disponibilité. Nous allons assister à une ouverture progressive pour une meilleure maîtrise des procédés

N. M.

TRIBUNAL DE TIPASA

Six mois de prison requis contre le correspondant d'El Watan

Le représentant du ministère public près le tribunal de Tipasa a requis, hier, la peine de six mois de prison ferme à l'encontre du correspondant du quotidien *El Watan* à Tipasa dans une affaire de diffamation intentée par le Drag et le DAL de cette wilaya.

L'article incriminé, paru dans l'édition du 24 septembre 2008 et titré : «Administration de Tipasa, les fonctionnaires de la Drag et de la DAL dépités», traite du mécontentement des fonctionnaires de cette wilaya à l'endroit du responsable de la Direction de la réglementation et de l'administration générale ainsi que celui de la Direction de l'administration locale.

A l'audience, la juge demanda au prévenu d'où a-t-il eu ces informations ? «Ce sont les fonctionnaires de la wilaya de Tipaza qui me les ont fournies», répond le journaliste.

Pour cela, la juge demanda à ce dernier s'il les avait vérifiées. Et la réponse sera négative mais, soutiendra le prévenu : «Je n'ai pas voulu agresser ces deux responsables.»

A noter que l'affaire a été mise en délibération et le verdict sera connu dimanche prochain.

M. B.

Communiqué de presse

Certains titres de presse ont été écartés et n'ont pas été invités à assister à la rencontre présidée par le wali de Skikda en date du 31 janvier pour exposer les projets de développement de l'APC de Skikda, chef-lieu de wilaya, faut-il le préciser.

Cet acte, pour le moins étrange, ne fait en réalité que priver le citoyen de son droit à l'information et porte à notre sens atteinte à la liberté de la presse. Nous, les représentants des titres concernés, tout en exprimant notre étonnement, estimons que cet acte ne s'inscrit nullement dans les attentes de développement de notre wilaya.

Tout en espérant que ce n'était là qu'une simple omission, nous réitérons notre engagement à toujours être à l'écoute des citoyens et à œuvrer uniquement pour l'intérêt général.

Les signataires

Le Soir d'Algérie - El Watan - Akher Saâ - En-Nahar - El Khabar - Ech-Chourouk El Yaoumi - L'Est-Républicain.